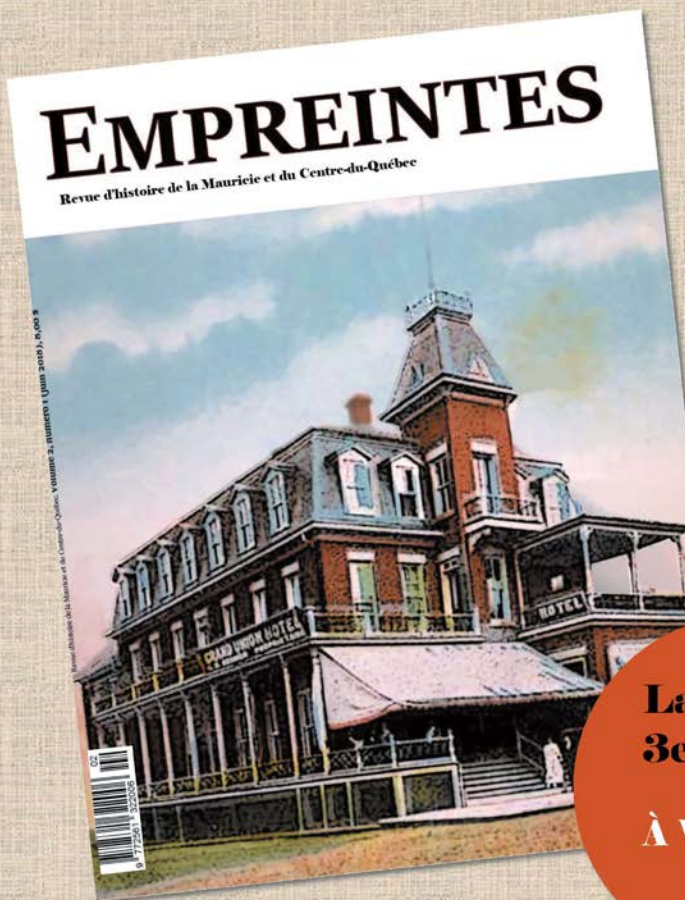


# GARDONS LE CAP

Histoirecapdelamadeleine.ca

Mai 2018, no 8



[empreintes.cieq.ca](http://empreintes.cieq.ca)

## DES NOUVELLES DE VOTRE SOCIÉTÉ

L'an prochain la société d'histoire célébrera le 80<sup>ème</sup> anniversaire de sa fondation. L'histoire du Cap-de-la-Madeleine a toujours été au cœur de ses préoccupations. L'abandon de la publication de la revue *Le Nouveau madelinois* n'en marque pas l'arrêt. L'implication de notre société dans la création d'*Empreintes*, la nouvelle revue d'histoire de la Mauricie et du Centre-du-Québec en est la preuve. C'est d'ailleurs pour intéresser les membres de la SHC à cette publication que nous en faisons la promotion en 2018. C'est aussi dans ce but que le conseil d'administration a voulu que la cotisation des membres serve, cette année, à un abonnement d'un an à *Empreintes*.

Conçu au départ comme un bulletin de liaison, notre bulletin *Gardons le Cap* devient le nouvel outil de la diffusion de

## INVITATION

Vous êtes invité(e) au lancement de la 3<sup>e</sup> parution d'*Empreintes*, la nouvelle revue d'histoire de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

*Empreintes* suscite un intérêt confirmé par les lecteurs et les nombreux appuis reçus de donateurs et de partenaires.

La parution de juin traitera de sujets diversifiés, dont le patrimoine bâti de la mythique rue de la Gare à Victoriaville.

Le lancement se tiendra :

**Le jeudi 14 juin**  
à 10h30

au restaurant-bar *La pièce*  
édifice du **GRAND-UNION**  
19 rue de la Gare  
Victoriaville

**Bienvenue !**

<b>Michel Morin</b> Président d' <i>Empreintes</i>	<b>Raymond Tardif</b> V. prés. d' <i>Empreintes</i> et président SHGV
--	---

**Lancement  
3<sup>e</sup> numéro**

**À Victoriaville**

l'histoire du Cap-de-la-Madeleine. Il sera désormais sous-titré *Bulletin d'histoire de Cap-de-la-Madeleine*.

Le présent numéro donne suite au journal de Moïse Tellier dont une première partie fut publiée dans le numéro précédent. L'article sur les débuts de la bibliothèque publique de Cap-de-la-Madeleine révèle des faits peu ou pas connus des cinq premières années de son existence.

La direction du bulletin souhaite recevoir des articles d'au plus 1 500 mots. Ils seront soumis à un comité de lecture qui les examinera à la lumière des critères de l'originalité et de la qualité de la langue française. Veuillez adresser votre texte, sous forme numérique, à l'adresse suivante : [info.gardonslecap@gmail.com](mailto:info.gardonslecap@gmail.com)

Chantale Dureau

# La bibliothèque publique de Cap-de-la-Madeleine

(1961-1965)

Par Jean Roy

La situation déplorable des bibliothèques publiques québécoises n'a pas m'échappé à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels de 1954. Dans son rapport, elle note qu'en 1949 seulement 35 % de la population urbaine et 5 % de la population rurale sont à même de profiter d'une bibliothèque publique. Elle estime alors nécessaire d'attirer l'attention sur sa grande pitié. Une situation « périlleuse » pour la culture québécoise, qui devait être corrigée dès que les circonstances le permettront, écrit-elle. Elle sait que la responsabilité des bibliothèques publiques incombe aux municipalités, mais, à ses yeux, il manque la présence du gouvernement provincial.

Ce constat va amener le gouvernement de Paul Sauvé à promulguer une loi sur les bibliothèques publiques (18 décembre 1959). Le législateur crée la Commission des bibliothèques publiques, un organisme consultatif qui fixe les objectifs et donne les orientations pour les maintenir et les développer. Il lui adjoint le Service des bibliothèques publiques qui a charge de mettre la loi en application. D'abord placée sous la juridiction du secrétaire de la province, la Commission relève, à partir du 1er avril 1961, du ministre des Affaires culturelles



(MAC) dont le premier titulaire est Georges-Émile Lapalme.

## Un portrait d'ensemble peu reluisant

Le premier geste du Service des bibliothèques est de se livrer à une enquête sur la situation du réseau de bibliothèques québécoises. Les résultats révèlent un sous-développement inquiétant. Des 236 bibliothèques québécoises dénombrées, une centaine d'entre elles seulement méritent ce nom ; sur 69 villes de plus de 10 000 habitants, 30 n'ont pas encore de bibliothèque municipale ; le revenu moyen de 36 bibliothèques municipales n'est que de 14 000 \$, excluant celles de Montréal ; la

grande majorité des bibliothèques paroissiales encaissent moins de 100 \$ de revenu annuel.

Certes, même en Mauricie tout n'est pas égal, comme en donne l'exemple de Shawinigan dont la population est de taille semblable à celle de Cap-de-la-Madeleine. Sa collection documentaire est le fruit de deux legs : le fonds de la bibliothèque paroissiale Saint-Pierre et une partie du fonds de l'École technique. La municipalité fournit le local, paye les employés et accorde une somme pour l'achat de livres. L'institution ouvre ses portes en 1924. Toutefois, encore en 1948, la bibliothèque ne contient que 5 000 livres, n'ayant acquis que 2 000 volumes en 25 ans. Mais, à partir de cette année-là, les autorités municipales augmentent progressivement son budget. Puis, à partir de 1961, elle réunit les conditions pour recevoir une importante subvention du gouvernement. Cette année-là, la bibliothèque publique madelinoise n'en est pas encore là puisqu'elle est dite « en formation ».

Une seconde enquête du MAC, publiée dans le rapport de l'année 1963-1964, montre que les résultats se font encore attendre car ne sont repérées que 39 bibliothèques municipales. Celle de la ville de Cap-de-la-Madeleine est maintenant du nombre. L'inertie ancienne paraît avoir cédé la place à un mouvement fondateur.

### **L'amorce d'un changement.**

À la fin du mois de janvier 1961, le projet d'établissement d'une bibliothèque publique à Cap-de-la-Madeleine est bel et bien lancé, même si on entoure l'information d'une prudence financière. Le comité exécutif de la ville, auquel se sont jointes des associations, est à pied d'œuvre. Son mémoire du 6 mars 1961 s'appuie sur les réponses favorables des Madelinois à un questionnaire préparé par la Société Saint-Jean-Baptiste. D'autres raisons poussent à agir. Faute d'avoir leur propre bibliothèque, les Madelinois traversent le pont et vont à l'une ou l'autre des bibliothèques trifluviennes. Or, à partir de 1961, il leur est chargé une cotisation annuelle de 2 \$, somme minimale qui correspond au per capita pour se conformer aux normes d'une bibliothèque. Nombre de Madelinois s'y refusent. L'invitation du gouvernement provincial aux municipalités de se doter d'une bibliothèque publique est une autre raison. Enfin, une éventuelle aide financière du MAC, obligatoirement couplée à un investissement municipal, pousse à agir.

Un grand pas dans ce sens est franchi le 10 décembre 1962 avec l'établissement d'une commission municipale formée du maire Desrosiers, de trois conseillers et de cinq citoyens. De plus, la même résolution prévoit le versement de dix sous per capita ou 3 000 \$ pour financer la bibliothèque.

## Le financement

Afin d'accéder à un financement du ministère, la Ville doit donc investir davantage. Comme elle ne dispose que de peu de moyens, elle sollicite un « octroi » de

3 500 \$ de la Commission scolaire pour les services rendus par le nouveau bibliothécaire diplômé, André Alsebach, engagé par la Ville depuis le 1er juillet 1964. Cette année là, la participation de la Ville est évaluée à 6 000 \$. La présence d'un spécialiste en bibliothéconomie a certainement joué un rôle dans l'octroi de la subvention gouvernementale de 6 980 \$.

Outre le rehaussement de sa contribution financière et l'augmentation de ses services, la Ville doit s'engager, comme le demande le gouvernement, à considérer la « Bibliothèque publique de Cap-de-la-Madeleine » comme un service municipal majeur, permanent et gratuit, ce qu'elle fait le 25 janvier 1965. La subvention de

9 197 \$ en 1966-1967, démontre qu'un changement s'est opéré.

## Les débuts

La bibliothécaire, Marie-Blanche Thibodeau, ouvre officiellement les portes de la bibliothèque le 10 août 1963. Située dans un lieu « peu avantageux » car peu accessible, dans un local d'un entrepôt de l'ancien aéroport, rue St-Laurent, la modeste marque ses débuts. Ses rayons alignent 1

500 à 2 000 volumes : romans, histoire, sciences et biographies, 4 500 en 1965, dans un espace exigu de 200 pieds carrés. Les 1 500 abonnés se sentent à l'étroit dans ce lieu « sans ambiance ». Rapidement, il faut penser à reloger la bibliothèque, d'autant que la Ville requiert l'espace de l'entrepôt pour le service de police et d'incendie. L'année 1965 pourvoit à la relocalisation.

Le 15 mars 1965, la Commission de la bibliothèque, présidée par le conseiller municipal Jacques Lachapelle, dépose un mémoire signé par son vice-président, le pharmacien Armand Dionne. Il décrit la situation et il conclut que la Ville doit effectuer un emprunt de 65 000 \$ pour se doter d'un bâtiment pour abriter la nouvelle bibliothèque. La Commission vise à rassembler 5 000 abonnés. Cela ne va pas sans conditions : le choix d'un endroit approprié pour l'édifice suggérant le terrain du Parc des Chenaux, un budget « raisonnable », un personnel compétent et l'achat régulier de volumes.

La suggestion du Parc des Chenaux semble plaire. D'autant qu'il est propriété de la municipalité. De plus, la Ville est en discussion avec la Commission du Centenaire de la Confédération à propos de la construction d'un bâtiment commémoratif. La suggestion du maire de construire une bibliothèque commémorative n'aboutit pas. Néanmoins, on se met à la recherche d'un équipement bâti dont on comprend qu'il faudra l'aménager. A la fin du mois de mars, le conseil municipal se penche sur l'acquisition du Centre Brunelle, situé sur la rue Dorval,



Centre Brunelle en 2009

derrière le bureau de poste, un bâtiment d'un étage avec, au sous-sol, des allées de quilles, propriété de la fabrique de la paroisse Saint-Lazare. Son coût s'élève à 40 000 \$. Si les conseillers se disent ouverts à la transaction, le bibliothécaire André Alsebach ne s'en réjouit pas car les critères de sa situation géographique et de « l'ambiance », ne sont pas satisfaits. Bien qu'elle eut préféré un édifice neuf, la Commission accepte, après rencontre avec le conseil municipal, la décision « temporaire » de la Ville.

La Ville se porte acquéreur de l'ancien bâtiment des Chevaliers de Colomb car il donne la possibilité d'abriter la bibliothèque, certes, mais aussi d'autres services municipaux. L'entente avec la fabrique se fait pour la somme de 27 500 \$, à laquelle s'ajoute une autre somme de 10 000 \$ pour les travaux d'aménagement. Son inauguration officielle est du 22 octobre 1965.

### **Conclusion.**

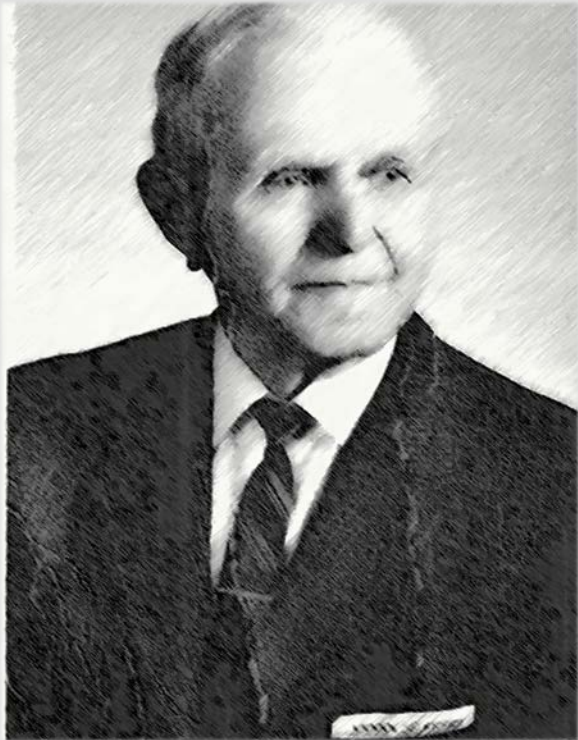
Une longue période dite « temporaire » de 27 ans, (1965-1992), non sans projet de relocalisation, sépare l'établissement de la bibliothèque dans le Centre Brunelle et son déménagement sur la rue Saint-Pierre dans l'actuelle bibliothèque Maurice-Loranger.

Sources de l'article : Archives de la SHC, Rita Champoux, Fonds J.-Réal Desrosiers, no 1-9 ; Les archives de la Ville de Trois-Rivières ; Annuaire du Québec, 1962 ; Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, cinquième partie, Analyse des besoins et recommandations, 1956, p. 235-246 ; Fabien La-Rochelle, Shawinigan depuis 75 ans, Shawinigan, 1976, p. 244-245 ; François De Lagrave, Cap-de-la-Madeleine, 1651-2001, Cap-de-la-Madeleine, Les Éditions du Centenaire, 2001, p. 799.

# Moïse Tellier (1881-1971)

RECIT D'UNE VIE

Par Moïse Tellier  
Texte adapté par Chantale Dureau



**Moïse est né à Saint-Germain de Grantham en 1881, la recherche d'emplois le fait se déplacer aux Etats-Unis et au Canada. Il arrive à Cap-de-la-Madeleine en 1921. Dès la fondation de la paroisse, en 1927, il se montre particulièrement actif. Premier marguillier, il participe également à l'organisations de la Caisse populaire et à celles des Ligues du Sacré-Cœur.**

*- Suite du numéro 7*

## Une vie d'exil

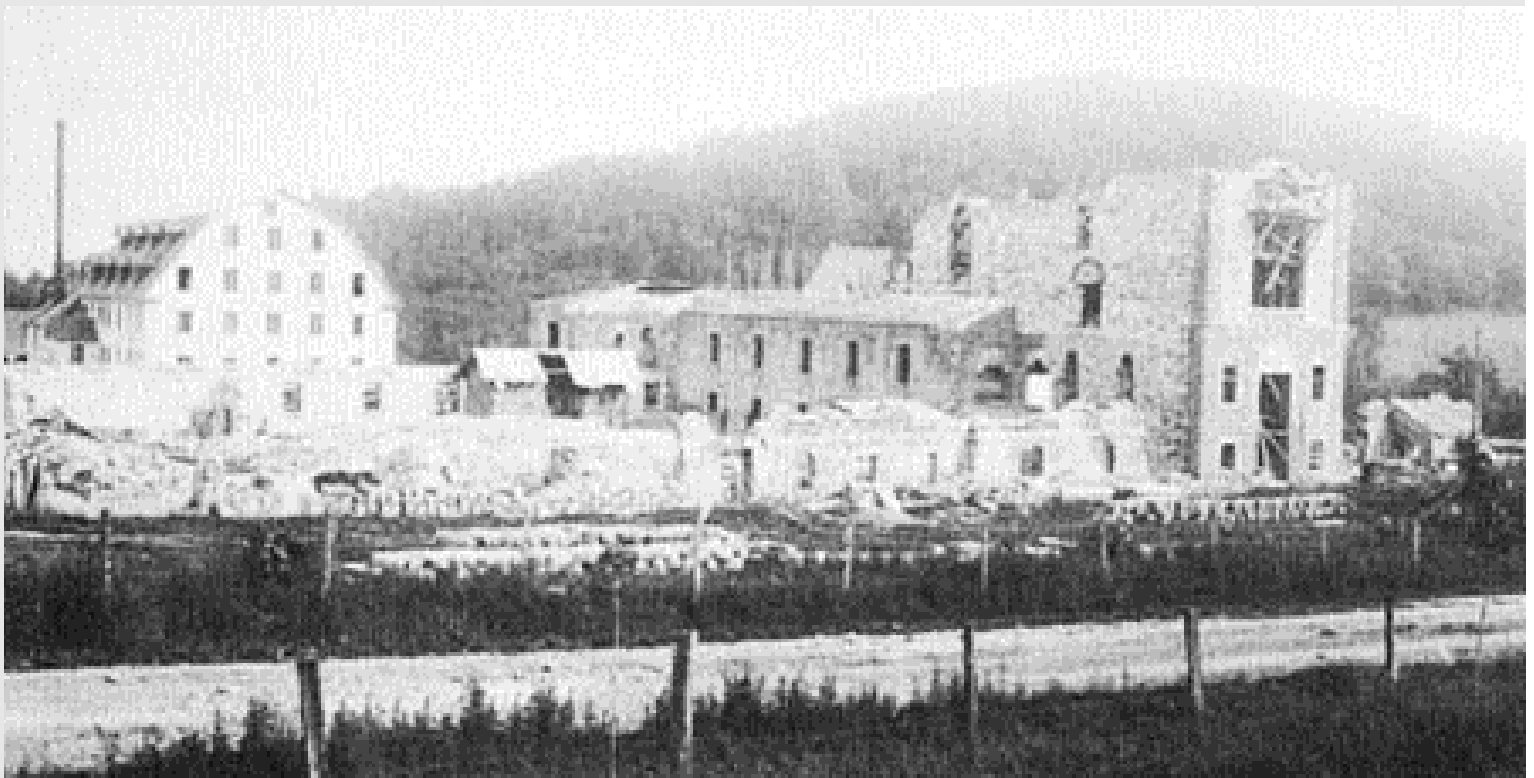
Le monde entra en guerre en 1914. Elle sema la panique parmi la population. Plusieurs contrats furent annulés à la boutique. Je me trouvais sans ouvrage. Je soumissionnai à un appel d'offres pour la construction d'une école de rang. J'obtins le contrat. Je travaillais jour et nuit pour un profit de 3\$ par jour. Ce fut pour moi une nouvelle vie. Après la naissance de notre septième enfant, Albert, je mis tout en ordre. Je pris ensuite la route pour le travail. Avec mon frère Joseph, je fus employé par M. J. A. Nadeau, futur maire de Cap-de-la-Madeleine, dans une boutique de menuiserie à Drummondville, puis à la poudrière un chantier de guerre. Je faisais plusieurs heures supplémentaires, ainsi je m'ennuyais moins de ma famille. Comme je parlais anglais, on me confiait souvent la direction des travaux. Mes patrons m'envoyèrent travailler à la construction de la Saint-Maurice Paper, au Cap-de-la-Madeleine, le 15 août 1915. En arrivant, je fus frappé par la beauté du

site. Je constatai le bel esprit de foi des pèlerins et les belles cérémonies du dimanche au petit Sanctuaire. C'est là que je décidai de venir m'établir au Cap après la guerre. Il y avait un bon couvent et un collège. Moi qui rêvais de faire instruire mes enfants, c'était l'endroit idéal pour élever ma famille.

Au mois de mars 1916, je partis pour le camp Borden, en Ontario, un centre d'aviation. Joseph Guay de Lévis m'accompagnait. Nous dormions dans des « Box Cars » installés sur la voie ferrée. Mal loger, mal nourris, nous décidâmes de quitter, non sans difficultés. Nous étions à quatre miles dans le bois et on refusa de transporter nos coffres. Je posais des « patins » sous ceux-ci et nous les sortîmes à bras. De là, nous nous sommes dirigés vers Parry Sound, Ontario. Quelques semaines après notre arrivée, une grève éclata. Nous quittâmes

alors pour Trenton, pour travailler dans une pou-drière. Après sept mois d'absence, je pus rentrer à Saint-Eugène visiter ma famille pour une courte période. Ce qui remplit de joie les enfants. Mon frère Joseph décida de m'accompagner dans mon exil ontarien. Les travaux terminés à Trenton, nous nous dirigeâmes vers Peterborough puis Belleville. Mon frère Joseph malgré son séjour aux États-Unis ne parlait pas anglais. La vie lui était difficile et il finit par m'abandonner et retourner dans sa famille. Ils allèrent s'établir à Trois-Rivières.

Moi, je me dirigeai vers Beamsville, près des chutes Niagara, sur un chantier d'aviation. Comme je prenais de l'expérience, je fus choisi pour être chef de groupe. Là-bas n'ayant pas fait



Les runes du monastère d'Oka et le monastère temporaire vers 1916.

l'école technique, je ne pouvais pas devenir contremaître. Je passais le temps des fêtes à Grimsby à douze milles de Beamsville. Cette paroisse n'avait pas de curé résidant. C'était un prêtre syrien de Hamilton qui venait célébrer la messe le dimanche. Au sermon, il avait pris pour thème « les traditions du Québec ». Je fus rempli d'émotion et regrettais beaucoup de ne pas être descendu dans ma famille pour le jour de l'An 1917. Ayant appris la leçon, l'année suivante, je passai l'hiver à la maison pour jouir de la vie auprès de mes proches.

Au printemps 1918, je partais travailler chez les trappistes d'Oka. Leur monastère avait été détruit par le feu en 1916. Il ne restait que les murs debout. Pour s'y rendre, nous, les ouvriers, débarquèrent à Comeau en face d'Oka, puis, nous traversâmes le lac des Deux-Montagnes sur un chaland traîné par un yacht à moteur. Durant la traversée, un grand vent s'éleva, nous faillîmes perdre nos coffres d'outils. Après la traversée, une voiture tirée par deux chevaux nous transporta avec nos bagages jusqu'aux monastères. Nous logions dans la partie brûlée et nous mangions dans une autre. Nous étions payés 5\$ par jour, nourris et toutes dépenses payées. Durant les travaux, un M. Pageau de Terrebonne tomba d'une hauteur de cinquante pieds et mourut.

Lors de mon séjour, je passais mes veillées avec le frère Wilfrid, au poulailler. C'était un expert en aviculture et j'appris beaucoup sur cet élevage. Le dimanche, nous visitions les établissements tels que la fromagerie, les écuries, la porcherie, les vergers, les

sucreries et les bâtisses servant à la fabrication du vin.

Les travaux terminés, je me dirigeais une nouvelle fois vers Beamsville. Puis au mois de septembre 1918, j'allais travailler à Pembroke bâtir une « machine shop » pour faire des obus de guerre. C'est alors que l'armistice fut signé. Je n'oublierais jamais les scènes de réjouissances : on dansait, on s'embrassait, les jeunes se fiançaient, c'était un véritable délire. On fit une procession en pleine nuit, la foule se transporta au théâtre de la ville. Le général Foch apparut à l'écran avec tout l'État-Major. La joie était à son comble. Puis, on se dirigea au kiosque du parc. Après les discours de tous les ministres protestants, du maire, des députés, monseigneur Ryan, évêque de Pembroke, déclara d'une voix forte : « Dieu qui a voulu par cette guerre purifier nos fautes du passé, a choisi un grand catholique pour terminer cette guerre. Que Dieu soit béni ». Les autres discours étaient de la bouillie à côté de celle de Monseigneur.

Ensuite vint la calamité : la grippe espagnole. À toutes les cinq maisons, il y avait un mort. Les usines de guerre fermaient, laissant des milliers de personnes sans ouvrage. Je fus embauché à 100 milles de Pembroke, au Témiscamingue, à la construction d'un moulin à papier. Comme la grippe faisait ses ravages, les absents étaient nombreux. Je travaillais jusqu'à Noël et rentrais passer les fêtes chez moi.



Le Sirop du Dr J. O. Lambert est reconnu comme le véritable remède contre toutes les

## MALADIES DE POITRINE

chez les vieillards, les adultes, les enfants et les bébés

Le fameux Sirop du Dr J. O. Lambert a, durant la présente épidémie de GRIPPE ESPAGNOLE, rendu des services signalés. Toutes les personnes ayant fait usage du Sirop du Dr J. O. Lambert ont bénéficié de ses merveilleuses propriétés médicinales et, dans bien des cas, il a été la barrière qui a empêché l'introduction du microbe dans les poumons de ceux ayant eu la sagesse d'employer cet excellent spécifique. Pour vous protéger contre la

## GRIPPE ESPAGNOLE

Ayez recours au véritable remède contre toutes les maladies de poitrine.

**Le Sirop du Dr J. O. LAMBERT** En Vente Partout

Dr J. O. LAMBERT, Limitée, Montréal et New-York.

Le plus grand fabricant de sirop contre la grippe, le rhume, etc. L'Institut International de Thérapie Médicale, Télé. tous les Jrs de 11.000.

Le sirop Lambert se trouve dans la plupart des pharmacies et chez les commerçants.

Publicité publiée dans le journal *Le Droit*, en Outaouais.

De retour au travail deux semaines plus tard, je reçois un télégramme m'annonçant que toute ma famille était atteinte de la grippe et mon épouse gravement. Il n'y avait qu'un train par jour et il me fallut attendre 22 heures avant de partir. Imaginez mon angoisse et mon inquiétude ! J'arrivai enfin à Saint-Eugène. Ma femme avait pris un peu de mieux, mais les enfants étaient passablement malades. Je dus prendre soin d'eux seul. Tout le monde restait chez eux de crainte d'attraper ce mal.

Petit à petit, mes enfants et mon épouse récupérèrent. Au printemps 1919, je décidai d'installer ma famille au Cap-de-la-Madeleine. L'ouvrage était rare dans le coin, mon compte de banque était presque vide. Je partis pour Windsor en Ontario. Les conditions de travail étaient bonnes et les salaires meilleurs. Les employeurs étaient tolérants et nous étions appréciés pour notre travail. Au Québec, les employeurs cherchaient toujours des « boss » imposants physiquement, au langage fleuri de blasphème pour en imposer à l'ouvrier.

À la moindre erreur, c'était le congédiement, semant la peur.

Après un an passé à Windsor, je passai à Détroit ou je devins contremaître chez Dodge. Je gagnais un bon salaire. Loin de mes proches, je revenais à la maison pour y demeurer à l'occasion de Noël 1920. J'avais apporté de nombreux cadeaux et j'avais dressé un arbre de Noël à l'insu des enfants. Quel émerveillement pour eux ! À l'époque, c'était quelque chose de rare.

Au mois d'avril, j'achetais un terrain de M. J. A. Roy au Cap. Je construisis une maison. Je la bâtissais par les soirs et à temps perdu. Le 1<sup>er</sup> août 1921, ma famille y aménagea. Nous y demeurons depuis. Je suis très attaché à ma ville. J'ai pu faire instruire mes enfants, dont un religieux, trois institutrices et une secrétaire.

À mon arrivée, ce n'était pas prometteur. Au mois de juillet, la Wabasso et la St-Maurice Paper avaient fermé leurs portes. Moi, je dénichais un emploi à la Shipyard des Trois-Rivières, à la construction de

deux bateaux. Une fois terminée, l'entreprise ferma. Puis, je passai l'hiver à bâtir un aréna sur la rue Sainte-Cécile à Trois-Rivières. Au printemps 1922, la St-Maurice Paper avait repris ses activités, je m'affairais à la construction d'une salle de danse pour cette compagnie. Ensuite, je me dirigeais vers le barrage de La Gabelle, pour tout l'hiver 1923-1924. La St-Maurice prit de l'expansion et fit ériger un second moulin, ce qui me donna de l'ouvrage pendant trois ans. Puis, l'entreprise m'engagea comme millrigh et m'envoya à La Malbaie sur la construction du moulin Donohue Paper Mills. Puis, je fus envoyé en Anticosti. J'étais partie du Cap le 11 mars 1927 avec un groupe d'hommes, dont Jules Levasseur, Denis Baribeau, Jos Boisvert et d'autres journaliers. Le trajet fut assez pénible. Partis de la ville de Québec sur un brise-glace « Le Sable », nous mîmes six jours à atteindre l'Île. La troisième journée nous avons subi une tempête. Le bateau était secoué par la glace et nous étions tous malades. À mon retour de l'Île, en novembre 1927, je fus engagé comme contremaître à la construction de la manufacture de sac à papier au Cap-de-la-Madeleine. En mai 1928, la St-Maurice m'envoya installer un écorceur de bois à Godbout sur la Côte-nord.

Je revenais le 8 novembre alors que la compagnie ferma ses portes pour dix ans, en raison de la crise financière des années 1930. Les gens perdaient leurs biens et leurs propriétés. Les magasins ne faisaient plus de crédit. Les miséreux travaillaient quelques heures par jours pour recevoir une misérable pitance. Ce salaire s'appelait « pitons » de secours direct. Ma

filles Laurette, étant secrétaire du greffier, fut témoin de bien des tristesses : crises nerveuses, conflits familiaux...

La ville du Cap décida de faire des travaux pour aider les chômeurs. On m'engagea à la construction du réservoir de l'aqueduc ainsi que pour faire des travaux de pavage. En 1931, en raison des politiques du maire Nadeau je perdais mon emploi tout comme Laurette. Mes filles Rachel et Florence gagnaient des salaires de misère et j'avais quatre enfants aux études. Ce fut une année de grande noirceur. Après avoir végété à faire de petits boulots, je décidai de tenter ma chance en Abitibi dans les mines. C'était après les fêtes grandioses du tricentenaire de la ville de Trois-Rivières en août 1934. Je partis avec un ami Médéric Cossette. Nous arrivâmes à Amos le 17, de là nous primes le bateau « Le Caribou » sur la rivière Harricana. Nous débarquâmes à la mine Sullivan sur le petit lac Siscoe. De là, il fallut transporter nos coffres à bras, puis sur des traîneaux tirés par des chiens sur une distance de 3 miles. Arrivé à Val-d'Or, il n'y avait que 7 ou 8 camps en bois rond. Heureusement, nous avons un contact Joseph Germain, beau-frère de Jean-Louis Baribeau qui fut député de Champlain. Hébergés par M. Germain nous dormions à même le sol. Les travailleurs affluaient de tous les côtés, les gens dormaient dehors sans le sou. Il faisait froid et il pleuvait. Une semaine plus tard, j'obtins un emploi à la mine Lamaque. Nous étions logés dans des tentes, mais la nourriture était excellente ce qui fut un baume. Je travaillais sur différents travaux de construction. On m'offrait

ensuite d'aller sous terre prendre soin des pompes. J'avais 55 ans, mais je n'avais pas peur d'aller travailler à plus de 900 pieds sous terre. J'avais mis ma confiance en Notre-Dame du Cap.

Je fis venir un temps mon fils Albert. J'avais une certaine appréhension. Les jeunes hommes étaient soumis à biens des tentations. Il y avait plusieurs maisons de débauche où l'on vendait toutes sortes de boissons. Des filles aux mœurs légères offraient leurs services, surtout le jour de la paie.

Il n'y avait pas de prêtre résidant, mais un prêtre d'Amos, l'abbé Levesque qui vint célébrer une pre-

Cap-de-la-Madeleine, 1947.

mière messe pour le temps des fêtes. Pour l'occasion, les paroissiens avaient érigé un petit autel dans un théâtre fait de lambris de planches fraîchement coupés. L'abbé Levesque entonna le minuit chrétien avec l'assistance. Je n'avais jamais entendu une foule de 500 personnes chanter avec tant d'âme.

Dans le village, la veille de Noël, ce fut un vrai désordre. Les hommes ivres se battaient ainsi que les nombreux chiens, mais à minuit un grand calme s'établit. Le thème du sermon de l'abbé Levesque fut « paix sur terre aux hommes de bonne volonté ». Un chœur improviser chantait nos beaux vieux cantiques. Je n'oublierais jamais cette messe, un beau souvenir. Lorsque je quittais Val-d'Or en mai 1936,



la population était de près de 4000 âmes, nous étions à ériger l'Église de Saint-Sauveur des Mines.

À mon retour au Cap, je fus engagé par M. J. A. Roy à la construction de quelques maisons sur la rue Saint-Laurent. Puis j'entrais au service de M. J. Philias Morin à titre de contremaître des travaux à la Boiler Room et à la Wayagamack Pulp.

Voilà qu'éclata la Seconde Guerre mondiale. En 1939, je fus envoyé à La Tuque pour conduire des travaux à la Fraser Brace, un chantier de guerre. Je revins au Cap pour travailler à la Reynold, transformée en usine de cartouches. C'est à cette époque que je fus élu par acclamation comme échevin du Quartier no 4, pour deux ans.

Ensuite, la Ville m'engagea sur les travaux d'égout sous la conduite de Paul Descoteaux. Je

fus approché pour gérer la coopérative d'habitation « La Famille ». Nous avons construit 53 maisons que vous voyez actuellement dans la Paroisse Sainte-Famille. J'achetais la balance des terres sur la rue Sainte-Marie et j'érigeais les maisons entre les rues Montplaisir et Bellemare, en 1954. Puid, la Ville m'engagea comme évaluateur, une occupation que j'occupai pendant neuf ans.

Ainsi se termine ma vie de constructeur-voyageur. Je suis maintenant retiré des affaires. Âgé de 85 ans, je suis encore en bonne santé, l'ouvrage ne fait pas mourir. J'ai élevé une famille nombreuse. J'ai eu une très bonne épouse, courageuse, économe, animée de grands sacrifices. Aujourd'hui, je vis en sécurité et dans la sérénité.

*Fin!*

## Adhésion

Devenez membre de la Société d'histoire du Cap-de-la-Madeleine et participez à la diffusion de l'histoire de la région. Coût annuel 15\$.

Faites parvenir vos coordonnées, avec votre chèque libellé au nom de la SHC à : Société d'histoire du Cap-de-la-Madeleine, C.P. 33022, Trois-Rivières G8T 9T8.

[info.gardonslecap@gmail.com](mailto:info.gardonslecap@gmail.com)

Gardons le Cap est publié deux fois par année. Pour une parution dans le prochain numéro, veuillez communiquer avec nous avant le 1er octobre 2018.

Responsable du contenu, de la conception du bulletin : Chantale Dureau.

Conseil d'administration de la SHC : Gabriel Cormier, Diane Caron, Catherine Des Champs, Chantale Dureau, Ian Mercier, Maélie Richard et Jean Roy.



## Nos programmes en HISTOIRE

- Baccalauréat et certificat en histoire  
[www.uqtr.ca/histoire](http://www.uqtr.ca/histoire)
- Programme court de 2<sup>e</sup> cycle en études québécoises
- Maîtrises et doctorat en études québécoises  
*Programmes d'études supérieures uniques au Québec*  
[www.eq.cieq.ca](http://www.eq.cieq.ca)    [www.cieq.ca](http://www.cieq.ca)

Département des sciences humaines  
819 376-5011, poste 3681  
[secretariat.schumaines@uqtr.ca](mailto:secretariat.schumaines@uqtr.ca)

